

parrésia au sein de ce marché libéral de l'expression socionumérique développée par Facebook, Twitter ou YouTube et qui permet à la voix la plus chargée en haine virale de s'imposer.

En observatrice de longue date des usages militants d'Internet en France, il m'est possible d'émettre l'hypothèse que les pionnier·e·s de l'Internet libre, défenseurs d'un espace de partage de savoirs, se sont peu à peu tourné·e·s vers d'autres causes à mesure que la monopolisation marchande du réseau par des firmes états-uniennes et l'implémentation du marché du « free speech » renfermaient les subjectivités dans une Toile dont la valeur s'évalue sur les données de l'économie de l'attention. L'indépendance du cyberspace n'est plus une cause à défendre, à part pour certains crypto-monnayeurs de bitcoins, qui tentent avec succès de redéployer une architecture de réseau distribué et de réinventer les usages de l'argent.

Celles et ceux qui ont contribué à peupler de leurs textes et de leurs codes, contre, tout contre les médias officiels et les censures politiques et commerciales, ce nouveau théâtre de la désobéissance civile (Critical Art Ensemble, 1997), cette zone autonome temporaire (Hakim Bey, 1997) que représentait Internet au tournant des années 2000, ont désormais un nouveau terrain de vie, la zone à défendre (ZAD). Le médiactivisme de gauche a atterri, comme dirait Bruno Latour (2017), laissant les techno-progressistes de la Silicon Valley tenter de coloniser d'autres planètes au fur et à mesure que le cyberspace – ses câbles sous-marins et ses data centers – se trouve, lui aussi, menacé par le dérèglement climatique. La ZAD est une nouvelle zone d'autonomie temporaire (TAZ) et le front des communs numériques et celui des communs agricoles convergent pour de nouvelles formes d'organisation en archipels... rappelant l'utopie des îles pirates. La haine est devenue un marché. Des youtubeur·se·s influenceur·se·s de 16 ans engagent des agents pour gérer le public des rageux et dans ces nouveaux jeux du cirque qu'on appelle le « YouTube game »... la démocratie est, en partie, ailleurs. ●

## RÉGULATION DÉMOCRATIQUE OU DYSTOPIE AUTORITAIRE



**Nikos Smyrniaos**  
Maître de conférences  
en sciences de l'information  
et de la communication  
à l'université de Toulouse

Le numérique se trouve aujourd'hui au cœur de nos activités. Nos rapports sociaux sont médiés systématiquement par des technologies en réseau. Cette mutation majeure des sociétés humaines coïncide avec une concentration sans précédent du pouvoir économique et technologique entre les mains d'une poignée de multinationales : aux géants états-uniens (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) s'ajoutent désormais quelques firmes chinoises surpuissantes. Cet oligopole numérique est le propriétaire de l'infrastructure informationnelle mondiale et, de ce fait, exerce une fonction politique explicite : il contrôle notre expression publique ainsi que notre accès à l'information et à la culture. Car, en plus d'être des marchés, les plateformes numériques constituent des arènes publiques où se jouent la formation des opinions et la circulation des idées. La gestion de l'espace public numérique est

un véritable pouvoir qui devrait faire l'objet d'une régulation visant à protéger les citoyens des abus potentiels et à garantir leur liberté d'expression.

Or, imposer un contrôle démocratique sur un tel oligopole mondial est très difficile, a fortiori quand l'idéologie dominante promeut la dérégulation généralisée de la société et de l'économie. La tentation autoritaire du néolibéralisme qui se renforce récemment rend l'exercice encore plus compliqué. On observe alors deux tendances : le laisser-faire et l'alliance entre pouvoir politique et plateformes qui se voient attribuer elles-mêmes la prérogative de leur propre régulation.

Dans le premier cas, elles décident seules comment gérer des problèmes politiques qui devraient faire l'objet d'une discussion collective. C'est ainsi que, suite à la révélation de la campagne de désinformation massive qui a entaché l'élection de Donald Trump, Twitter a décidé de bannir les publicités partisans en période électorale considérant qu'il est impossible de vérifier leur véracité. Facebook, quant à lui, a pris la décision contraire de manière à attirer les juteux budgets publicitaires de la campagne présidentielle à venir aux États-Unis.

Dans le second cas, des gouvernements ou des entités supranationales exigent des plateformes la suppression des contenus signalés par les utilisateurs ou par la police en contrôlant eux-mêmes le bien-fondé des signalements. C'est le cas de la loi dite contre la haine sur Internet, promue par le gouvernement français, mais également du règlement contre la propagande terroriste en ligne de la Commission européenne.

Les exigences techniques de ces mesures (contrôler la validité d'une réclamation, puis supprimer rapidement le contenu le cas échéant) renforcent le pouvoir des acteurs oligopolistiques de l'Internet, seuls capables de mettre en place des procédures automatisées de ce type ou de sous-traiter massivement la modération auprès des travailleurs humains surexploités. Ces procédures, qui définissent ce qui est dicible en ligne, restent opaques et ne font l'objet d'aucune délibération démocratique. En fonction du contexte, elles peuvent aussi être instrumentalisées par le pouvoir exécutif et par la police afin d'exercer une censure politique de l'Internet.

Aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin d'une discussion collective et ouverte à la société civile sur ces questions fondamentales afin de bâtir un nouveau système de régulation de l'espace public numérique qui soit démocratique et doté de garde-fous et de contre-pouvoirs indépendants. Dans le cas contraire, nous risquons de glisser rapidement vers une dystopie autoritaire. ●

Auteur de l'ouvrage : *les Gafam contre l'Internet*, INA, 2017.

### Chaque semaine, retrouvez nos chroniqueurs dans les pages Débats & Controverses

- **Mardi** Barbara Romagnan
- **Mercredi** Pierre Ivorra
- **Jedi** Francis Combes et Patricia Latour
- **Vendredi** dans le cahier *l'Humanité des débats*, la chronique de Cynthia Fleury et le Bloc-Notes de Jean-Emmanuel Ducoin.  
Pierre Serna dans la page Cortex.



**LA CHRONIQUE ÉCONOMIQUE DE PIERRE IVORRA**

## Internet: tisser autrement la Toile

Internet, aujourd'hui, à l'ère du capitalisme mondialisé et financiarisé, c'est la jungle, un terrain d'affrontement où les plus forts dominent.

Derrière les sourires amicaux délivrés par les uns, les facilités offertes par les autres, on devine les traits de Big Brother, une formidable entreprise de captage et d'assujettissement de l'information, des relations interindividuelles et marchandes, des savoirs et des pouvoirs. Et la Toile n'est encore que l'un des volets de la révolution numérique entamée.

Les principaux artisans de ce bouleversement technologique sont de grands groupes capitalistes états-uniens qui dominent à Wall Street, notamment ceux que l'on appelle les Gafam : Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft. Ils dictent leur loi, tant dans la recherche en ligne que dans le commerce Internet, les

### Une entreprise de captage et d'assujettissement de l'information et des relations interindividuelles et marchandes.

certes en déclin, mais il a encore de beaux restes. Cette puissance a son talon d'Achille. Elle s'est établie pour une bonne part grâce à la puissance d'attraction du dollar, qui a donné aux États-Unis la possibilité de capter une bonne part de l'épargne et de la création monétaire mondiales. Cet accaparement se fait cependant sous l'impulsion de critères spéculatifs, d'une soif inextinguible d'enrichissement, sous l'égide de la rentabilité financière et de l'accumulation de capitaux les plus effrénées. Cela a certes permis à ces multinationales de financer et d'assurer un certain développement des capacités humaines, mais celui-ci se fait de manière très sélective, en laissant de larges fractions des populations du pays et de la planète sur le bord de la route, et même dans les ravins.

Comme l'affirme un film qui revient à la mode, l'empire américain est

certes en déclin, mais il a encore de beaux restes. Cette puissance a son talon d'Achille. Elle s'est établie pour une bonne part grâce à la puissance d'attraction du dollar, qui a donné aux États-Unis la possibilité de capter une bonne part de l'épargne et de la création monétaire mondiales. Cet accaparement se fait cependant sous l'impulsion de critères spéculatifs, d'une soif inextinguible d'enrichissement, sous l'égide de la rentabilité financière et de l'accumulation de capitaux les plus effrénées. Cela a certes permis à ces multinationales de financer et d'assurer un certain développement des capacités humaines, mais celui-ci se fait de manière très sélective, en laissant de larges fractions des populations du pays et de la planète sur le bord de la route, et même dans les ravins.

L'émancipation d'une telle sujétion justifie à elle seule la nécessité d'une coopération européenne qui ne pourra parvenir à créer des solidarités et des partenariats sur le continent et à travers le monde qu'en procédant tout autrement. Elle doit viser au développement de tous les individus, sans discrimination ou privilège, ce que la croissance financière du capital ne saurait permettre. Et cela nécessite de mettre en cause la domination du dollar, de mettre en œuvre des financements partagés portés par des critères émancipés de la rentabilité financière. Notre siècle sera-t-il celui de cette émancipation ? C'est aux peuples d'en décider. ●